



Courrier international - 27 oct. 2006

Chat

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE - Peut-on encore sauver la planète ?

Si les problèmes liés aux changements climatiques à l'échelle globale sont irréfutables, existe-t-il des solutions efficaces ? **Michel Colombier**, de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), et **Olivier Blond**, de *Courrier international*, répondent aux internautes.

Chris : Sauver la planète, mais de quoi au juste ? Du réchauffement ou des changements climatiques ? Est-on sûr que l'homme en est le responsable ou est-ce un accident climatique comme il y en a déjà eu dans l'histoire humaine ?

Michel Colombier : Réchauffement est une approximation, qui renvoie à la modification "globale" la plus facile à analyser : l'augmentation de la température de surface. Mais de fait, "changement climatique" est plus parlant si on se réfère aux conséquences pour l'homme, qui localement (en Europe, en Afrique) sont très différentes. Les changements de températures induisent des modifications de régimes de précipitation, des tempêtes, des sécheresses, etc. auxquelles l'homme (et la nature) devront savoir s'adapter. Il n'y a guère de controverses dans le monde scientifique sur ce phénomène et son origine humaine (anthropique), les incertitudes portant plus sur le rythme, les variations à l'échelle régionale, etc.

Barbara : Quel est l'élément le plus inquiétant du réchauffement ? Est-ce le risque d'arrêt du "tapis roulant" océanique, les eaux froides qui ne plongent plus, etc. (Orsenna, Gulf Stream) ?

Olivier Blond : L'élément inquiétant, c'est que ces changements sont très rapides et le monde vivant ou les sociétés humaines vont avoir du mal à s'y adapter (voir le hors-série de Courrier international d'octobre 2006 intitulé "Trop chaud"). Pour les courants océaniques, beaucoup de choses ont été dites sur un "arrêt" du Gulf Stream et un refroidissement de l'Europe qui en découleraient. Il faut dire que l'influence réelle du Gulf Stream sur le climat européen est débattue, et qu'il n'est pas sûr qu'il s'arrête. Par ailleurs, si l'effet de serre amène une augmentation de 4° C mais que l'éventuel arrêt du Gulf Stream provoque un refroidissement de 2° C, l'Europe se réchauffe quand même de 2° C...

totolehéros : Dans quelle mesure peut-on encore inverser ou sinon ralentir le réchauffement climatique ? Y a-t-il réellement moyen de revenir "au bon vieux temps" ?

Michel Colombier : Il n'est plus question d'inverser la tendance, mais bien de la ralentir (de toute façon le climat est changeant) afin de permettre l'adaptation aux conditions nouvelles. Ce que nous disent les scientifiques à ce niveau (je vous renvoie par exemple au site de l'IDDRI qui a publié Acquis et controverses sur les changements climatiques), c'est qu'en fonction de notre comportement (nos émissions), nous pouvons influencer sur ce rythme. Mais il faut agir vite (d'ici vingt ans).

Jeanphi : Comment expliquez-vous le fait que M. Al Gore ait attendu sa défaite face à George W. Bush aux élections présidentielles américaines de 2000 pour s'investir dans la lutte contre le réchauffement climatique ? Pourquoi n'a-t-il pas agi lorsqu'il en avait les moyens, sous la présidence de Bill Clinton ?

Michel Colombier : Al Gore n'est pas un nouveau venu dans le domaine du climat, il était déjà là en 1997 à Kyoto pour débloquer la négociation. A l'époque, les Etats-Unis avaient mis comme

condition à tout accord que les pays en développement, comme la Chine ou l'Inde, s'engagent aussi à réduire leurs émissions. De plus, ils ne voulaient pas réduire, mais simplement stabiliser leurs émissions. Gore est venu dire que, pour l'instant, les Etats-Unis acceptent de rentrer dans l'accord (ils en sont sortis après).

Olivier Blond : C'est vrai que le bilan de l'administration Clinton n'a rien d'exceptionnel, mais le problème vient aussi du Congrès (le Parlement américain). Clinton a signé l'accord de Kyoto mais le Congrès a refusé de le ratifier.

totolehéros : Depuis des années, des efforts sont entrepris pour produire des véhicules "plus verts", et dans les pays dits industrialisés il y a de moins en moins d'industries polluantes. Pourtant, les discours alarmistes ne cessent guère. Quelles autres propositions concrètes pouvez-vous nous proposer pour ralentir le phénomène ? Par ailleurs, comment peut-on aider les pays en voie de développement à éviter la phase "polluante" du développement que l'on a connue dans les pays aujourd'hui développés ?

Michel Colombier : Contrairement à d'autres questions d'environnement qui peuvent être traitées "localement" (pot catalytique, filtres de fumée), le changement climatique provient pour grande partie de la consommation d'énergie fossile. Il faut donc envisager d'agir dans les différents secteurs (production industrielle, déplacements, chauffage et confort des bâtiments) qui chacun représentent environ un tiers de la consommation, donc des émissions. Il y a en fait plusieurs pistes : on peut utiliser des énergies non carbonées (renouvelables, nucléaire, etc.), les utiliser plus efficacement (mieux isoler les logements, avoir des véhicules plus légers, etc.) et modifier les comportements (réduire la demande de transport en modifiant l'organisation urbaine).

Olivier Blond : Le problème est que si on augmente l'efficacité énergétique tout en augmentant également l'activité, le bilan est nul. Si on diminue la consommation des voitures mais qu'on augmente leur nombre, si on isole mieux les maisons mais qu'on augmente leur taille... le bilan est nul.

Georgio : Que pensez-vous des thèses soutenues par de grands chercheurs comme Claude Allègre, attribuant à l'homme un rôle second dans le réchauffement climatique ?

Michel Colombier : Claude Allègre est libre de s'exprimer en tant qu'homme politique, mais en tant que chercheur il est d'abord compétent dans son domaine, qui n'est pas celui-ci.

Jfjaudon : Pour sauver la planète, je pense que nous devons changer nos modes de vie d'Occidentaux. Qu'en pensez-vous ?

Olivier Blond : De toute façon, on n'aura pas le choix. Si le pétrole devient plus cher, si les catastrophes écologiques se multiplient, il faudra bien que quelqu'un paie. Alors, chaque citoyen devra changer son mode de vie. La question, c'est de le faire avant qu'il ne soit trop tard.

Michel Colombier : Ce qui est aujourd'hui évident, c'est que le mode de vie occidental (c'est-à-dire la façon d'assurer notre "confort") n'est pas accessible à l'ensemble de la planète. Il est donc évident que nous devons évoluer. Une partie de la réponse sera fournie par la technologie, mais on sait aussi que ce n'est pas suffisant. Par exemple, l'utilisation de la biomasse est une piste intéressante mais ne peut répondre à une consommation automobile de style "occidental" étendue à l'ensemble de la planète.

Stormchild : Les grands groupes pétroliers préfèrent utiliser de nouvelles technologies pour revenir sur d'anciens puits pétroliers inexploités sans ces nouvelles technologies. Quelle est votre réaction face à cette politique de fuite en avant pratiquée par ces groupes ?

Olivier Blond : Il faut se méfier des amalgames. Certains groupes sont plus ancrés sur le passé, comme Exxon (Esso en France) qui continue à soutenir les lobbies pétroliers. D'autres essaient

d'investir dans les nouvelles technologies. BP a pour slogan "Beyond petroleum" (au-delà du pétrole). Ce n'est pas de l'altruisme, c'est juste qu'ils sentent qu'il y a un nouveau marché.

Michel Colombier : Oui, la "récupération assistée" à laquelle vous faites allusion ici (c'est-à-dire l'injection de gaz dans les puits pour récupérer plus de pétrole) est intéressante pour eux, mais peut aussi permettre de stocker du CO₂ : encore une fois ce n'est pas la panacée, mais une contribution possible à la solution. On sait par ailleurs (voir la publication Regards sur la Terre, IDDRI et AFD) que le monde aura encore besoin d'énergies fossiles pendant les cinquante prochaines années. La question est de ralentir la croissance de la consommation, mais à court terme ce n'est pas possible de s'en passer.

Jeanphi : Avec une croissance annuelle supérieure à 10 %, la Chine s'apprête à rentrer dans le cercle fermé des pays les plus pollués. N'est-ce pas le moment opportun pour dire stop à cet engrenage et apporter des solutions concrètes comme les quotas de voitures en centre-ville, les transports en commun, les restrictions d'eau par foyer etc. ?

Michel Colombier : Le paradoxe est que la Chine va devenir un des plus gros émetteurs de la planète, mais que chaque Chinois pris individuellement reste un petit consommateur d'énergie au sein même de la Chine. Il y a une grande différence entre les régions de l'Est qui atteignent le niveau de vie de l'Europe et l'Ouest. La nature des solutions n'est donc pas la même ici et là-bas. Aujourd'hui par exemple, la Chine construit des villes (donc des bâtiments, des routes, etc.) qui sont des infrastructures qui durent très longtemps. Pour partie, ces infrastructures pourraient être mieux conçues, au bénéfice immédiat des habitants et au bénéfice du climat futur.

saperlipop : Et peut-on réellement "brider" la Chine sur ses consommations sans être taxé de vouloir l'empêcher de se développer ? Ne faudrait-il pas mieux lui offrir des solutions alternatives, du moins celles que nous connaissons déjà ?

Olivier Blond : Il faut convaincre les pays en développement qu'écologie et développement ne sont pas incompatibles, bien au contraire. En fait, lutter contre l'effet de serre en diminuant la consommation d'énergie est une manière de MIEUX se développer. La Chine s'apprête à construire plus de 500 centrales électriques dans les prochaines décennies. Faire 10 % d'économie, c'est économiser le prix de 50 centrales et des milliards de tonnes de carbone ou des milliards de barils, ce qui est bon pour l'économie chinoise aussi.

Georgio : Est-il envisageable d'amorcer une politique de décroissance dans les pays riches ?

Michel Colombier : Ce qui ressort de ce que dit Olivier ci-dessus, c'est que pour convaincre les pays en développement de ce point de vue, il faut aussi montrer la voie. Ceci suppose de réduire de façon importante notre consommation d'énergie et d'accepter de payer plus cher des sources d'énergie plus respectueuses de la planète. Cela suppose-t-il une "décroissance" ? Ceci dépend de ce que l'on mesure : aujourd'hui, le PIB (la richesse) mesure aussi l'excédent de transports liés à la sous-traitance effrénée, les accidents, la pollution...

T : Qui peut alors décider des solutions revenant à chaque Etat ?

Michel Colombier : Dans un pays, il y a un gouvernement censé "décider" des mesures politiques et les mettre en œuvre : il n'y a pas l'équivalent au niveau international. On est donc dans un cadre de négociation, où les pays s'engagent "volontairement" sur une action et organisent une "surveillance mutuelle". Il est difficile dans ce cadre de faire prendre à un pays des engagements qu'il ne "sent pas" en interne. Le rôle des ONG et de la presse est alors fondamental, à la fois pour inciter les pays à s'engager, et pour veiller au respect des engagements en l'absence d'un "gendarme mondial".

Olivier Blond : Ces dernières années, quasiment tous les progrès importants en matière d'environnement ont été le fruit d'accords internationaux. Aujourd'hui, le protocole de Kyoto tente de mettre en place un cadre avec des engagements précis pour les pays. Pour l'instant cela n'engage

que l'Europe et quelques autres pays. A partir de 2012, la Chine, l'Inde, les Etats-Unis pourraient les rejoindre.

Jeanphi : Pensez-vous que les "droits à polluer" et le paiement d'une taxe par une entreprise dépassant son quota d'émission de gaz à effet de serre sont une réponse au problème existant ? N'est-ce pas plutôt retarder l'échéance ?

Michel Colombier : Il est plus explicite de parler de quotas. On utilise cet instrument en Europe pour les grandes entreprises industrielles en leur autorisant une quantité limitée d'émissions, alors que jusqu'ici, chacun émettait ce qu'il souhaitait. Il ne s'agit pas de payer pour polluer, mais d'échanger ces droits avec d'autres, la quantité globale étant de toute façon fixée. Le problème aujourd'hui, c'est que l'Europe est un peu seule sur la scène internationale avec cette politique. Les entreprises font alors du chantage à la délocalisation et les allocations (les quantités de droits données) sont un peu laxistes.

totolehéros : Mis à part les Scandinaves, pouvez-vous citer des pays qui ont réellement (au-delà des paroles) entrepris de baisser leur consommation pour atteindre les objectifs de Kyoto ?

Olivier Blond : Dans le cadre du protocole de Kyoto, l'Allemagne a diminué ses émissions de gaz à effet de serre de 18 %, le Royaume-Uni de 14 %, et la France de 1,9 % depuis 1990.

Michel Colombier : Mais il faut dire quand même qu'une part importante de cette baisse est liée au Royaume-Uni à la politique de libéralisation de Margaret Thatcher qui a "tué" l'industrie charbonnière, et, en Allemagne, à la réunification. Mais il est vrai aussi que le Royaume-Uni est aujourd'hui un pays qui s'engage assez sérieusement dans des mesures concrètes.

Nucleon : Quelle serait une répartition souhaitable et réaliste des principales sources d'énergie dans trente ans : charbon, pétrole, gaz, hydraulique, nucléaire et énergies renouvelables autres (biomasse, éolien...) ?

Olivier Blond : Il ne faut pas chercher une solution qui résoudrait tous les problèmes. La question appelle à combiner tout un ensemble de stratégies. Globalement, il s'agit d'économies d'énergie, de "décarbonisation" de l'énergie (renouvelables...) et du stockage de CO₂ (géologique ou par la plantation d'arbres par exemple).

Michel Colombier : Les scientifiques affirment que la consommation de fossiles doit être limitée. Le développement d'autres solutions (renouvelables, nucléaire, etc.), qui dépendent de choix de société, contribuera d'autant plus à la solution que nous saurons limiter la consommation globale. A ce sujet, il est intéressant de regarder les scénarios de prospective proposés par les économistes qui travaillent sur ce sujet : par exemple les sites du LEPII à Grenoble, du CIRED à Paris, du RIVM aux Pays-Bas, ou du MIT aux Etats-Unis, mais aussi les travaux de la COPPE au Brésil ou du TERI en Inde. Ainsi, plusieurs visions du monde sont proposées.